

Ich möchte Ihnen beliebt machen: Bleiben Sie beim Ansatz, wie er Ihnen vom Bundesrat vorgeschlagen worden ist. Ich führe dafür vier Gründe an:

1. Es geht mir grundsätzlich um die Budgetdisziplin. Ich brauche diesen Grund nicht mehr darzulegen. Sie wollen doch nicht falsche Hoffnungen wecken, indem Sie höhere Ansätze in den Beschluss aufnehmen, die möglicherweise gar nicht geleistet werden können, weil letzten Endes der auszuzahlende Betrag vom Budget abhängt, das Sie jeweils von Jahr zu Jahr beschliessen.
2. Wir befinden uns in der Übergangszeit zur völligen Aufhebung dieser Subvention. Es rechtfertigt sich also, in dieser Übergangszeit diesen Satz etwas herabzusetzen.
3. Vor allem spielt aber ein dritter Grund. Sie entnehmen der Botschaft, dass der Bundesrat drei weiteren Schulen die Anerkennung als Schule für soziale Arbeit im Sinne des Bundesbeschlusses ausgesprochen hat. Der verfügbare Betrag muss also auf mehr Schulen verteilt werden. Entsprechend rechtfertigt es sich, den Prozentansatz für die Subvention zu senken.
4. Schliesslich möchte ich Sie darum bitten, jetzt nicht noch eine Differenz zum Nationalrat mit diesen zusätzlichen 1,5 Prozent zu schaffen.

Ich mache Sie darauf aufmerksam, dass es letzten Endes ein Streit um des Kaisers Bart ist; denn Sie entscheiden ja mit dem Budget, wieviel ausbezahlt werden kann. Wir können diesen Schulen gesamthaft nicht mehr auszahlen, als Sie im Budget beschliessen. Je nachdem werden es eben 30 oder 31 oder nur 29 oder sogar nur 28 Prozent sein können. Herr Miville, es ist mir wohl bekannt, dass die Finanzierung dieser Schulen nicht ganz einfach ist. Ich selbst war Präsident eines Fördervereins für die Schule für Sozialarbeit in Luzern und kenne die Verhältnisse einigermaßen. Nur dürfen Sie die Luzerner Schule nicht unbedingt als Beispiel nehmen, weil sie sich in einer Umstrukturierung befand und auch die Schulleitung ausgewechselt worden ist. Im übrigen wissen die Kantone, dass sie, sobald die zweite Aufgabenteilung kommt, diese Schulen selbst und allein unterstützen müssen. Auch die Schulen wissen es, und sie müssen sich heute schon darauf einrichten. Ich möchte Ihnen also beliebt machen: Bleiben Sie beim Antrag, wie er Ihnen vom Bundesrat vorgeschlagen worden ist, bei diesen 35 Prozent für das nächste Jahr, also gekürzt noch unter dem Einfluss des Sparprogramms auf 31,5 Prozent, und nachher bei 30 Prozent.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

Detailberatung – Discussion par articles

Titel und Ingress, Ziff. 1 Ingress

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Titre et préambule, ch. I préambule

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Art. 2 Abs. 3 – Art. 2 al. 3

Antrag siehe oben – Proposition voir ci-devant

Abstimmung – Vote

Für den Antrag der Kommission	15 Stimmen
Für den Antrag Meier Josi	12 Stimmen

Art. 4 Abs. 3, Ziff. II

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Art. 4 al. 3, ch. II

Proposition de la commission

Adhérer à la décision du Conseil national

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlusentwurfes	20 Stimmen
Dagegen	2 Stimmen

An den Nationalrat – Au Conseil national

Wahlen in ständige Kommissionen **Elections dans des commissions permanentes**

Gewählt sind mit 34 Stimmen:

2. Finanzkommission – Commission des finances

Neu: Schönenberger, Stucki
An Stelle von: Arnold, Gerber

5. Aussenwirtschaftskommission *Commission du commerce extérieur*

Neu: Gerber
An Stelle von: Stucki

6. Alkoholkommission – Commission de l'alcool

Neu: Reichmuth
An Stelle von: Zumbühl
Präsident: Schaffter

84.544

Interpellation Bauer **Jugendpolitik** **Politique de la jeunesse**

Wortlaut der Interpellation vom 3. Oktober 1984

Ende August 1984 hat der Bundesrat seinen «Bericht über die Prioritäten der Legislaturperiode 1983 bis 1987» veröffentlicht. Prüft man den Bereich «Jugendpolitik», so ist festzustellen:

1. Der «Bundesbeschluss über die ausserschulische Jugendarbeit» ist bei den Geschäften der zweiten Priorität eingereicht (sie sollen dem Parlament bis zum Ende der Legislaturperiode unterbreitet werden).
2. Die «Einführung des Bildungsurlaubs für Jugendliche» findet sich unter den Geschäften der dritten Priorität (sie werden nicht mehr in dieser Legislaturperiode vorgelegt). Nun hat aber der Ständerat, entsprechend dem Antrag der Petitionskommission,

1. den Bundesrat ersucht, die nötigen Abklärungen betreffend den Jugendurlaub vorzunehmen, und
2. – weil er die «Petition für dringlich» hält – den Wunsch ausgedrückt, dass die Anliegen der Jugendlichen rasch erfüllt werden.

Hat der Bundesrat – im Hinblick auf das von der UNO für 1985 ausgerufene Jahr der Jugend – die Absicht, die Anliegen der Petitionäre und den Wunsch des Ständerates zu erfüllen?

Texte de l'interpellation du 3 octobre 1984

A fin août 1984, le Conseil fédéral a publié son «Rapport sur les priorités de la législation 1983 à 1987». Si l'on considère les questions concernant la jeunesse, on constate que

1. L'«arrêté fédéral sur les activités extra-scolaires de la jeunesse» est classé parmi les objets de deuxième degré de priorité (qu'il est prévu de soumettre au Parlement d'ici la fin de la législation);

2. L'institution d'un congé de formation pour jeunes travailleurs est classée dans les objets de troisième degré de priorité (qui ne seront pas présentés au cours de cette législation).

Or, le 2 octobre 1984, suivant le préavis de la Commission des pétitions, le Conseil des Etats

1. A demandé au Conseil fédéral de procéder aux enquêtes nécessaires concernant le congé jeunesse;

2. Estimant que «la pétition est urgente», il a exprimé le désir que «les vœux des pétitionnaires soient réalisés rapidement» (point 5 du rapport).

Dans la perspective de l'Année internationale de la jeunesse, fixée par l'ONU en 1985, le Conseil fédéral a-t-il l'intention de répondre aux vœux des pétitionnaires et du Conseil des Etats?

Mme Bauer: L'ONU a décidé que 1985 serait l'Année internationale de la jeunesse. A vrai dire, les raisons de mettre en évidence cette tranche d'âge, de lui témoigner notre intérêt ne manquent pas. Le vieillissement de la population dans les pays industrialisés accentue incontestablement le déséquilibre entre jeunes et personnes d'âge mûr; l'influence de la famille diminue, tandis que par le biais des médias, les jeunes prennent conscience du groupe social nouveau qu'ils constituent, avec ses besoins et ses revendications spécifiques, ses espoirs et ses frustrations. Or, les jeunes d'aujourd'hui seront les adultes qui, demain, seront appelés à répondre aux grands défis de cette fin du vingtième siècle: chômage – dans certains pays industrialisés, les jeunes représentent la moitié des chômeurs –, dégradation du milieu vital, explosion démographique et limite des ressources naturelles, escalade démentielle de l'armement. Jamais encore une génération – notre génération – n'aura à ce point hypothéqué l'avenir des générations futures. Il importe, par conséquent, d'écouter les jeunes, de les consulter, de les inviter au dialogue et à la participation au processus de décision, sous peine de les rejeter dans la contestation qui se traduit aussi bien par la violence que par la résignation, par le désespoir – et je pense ici au nombre grandissant de suicides de jeunes – que par la fuite dans la drogue ou l'alcoolisme, là aussi les statistiques ont de quoi nous inquiéter.

Notre société, menacée de sclérose et qui sécrète l'angoisse, va-t-elle se priver longtemps encore de leur ouverture au monde, de leur générosité, de leur imagination et de leur esprit créatif?

Qu'en est-il actuellement dans notre pays, du statut des jeunes? Plusieurs tentatives de mieux les intégrer dans la société vieillissante qui est la nôtre ont finalement abouti à la création en 1978 de la Commission fédérale pour la jeunesse. Elle souhaite jouer le rôle d'avocat des jeunes, d'intermédiaire entre les jeunes et les autorités, notamment le Conseil fédéral. Sous-représentés à tous les niveaux, communal, cantonal et fédéral, sous-représentés dans le milieu politique, où on les agrée dans la mesure où ils suivent les mots d'ordre du parti, les jeunes ont placé beaucoup d'espoir dans la Commission fédérale pour la jeunesse. Et la proximité de l'année 1985, Année internationale de la jeunesse, a joué un rôle de stimulant. Ils se sont mobilisés pour que leurs réflexions se concrétisent en quelques propositions constructives adressées au Conseil fédéral.

Or, je voudrais exprimer ici leur déception et la déception de tous ceux qui, comme moi, considèrent la jeunesse comme notre espoir pour demain, premièrement à savoir que cette

salle soit tellement vide, Monsieur le Président! Etait-ce bien opportun de me donner la parole sur ce sujet, au moment où il ne restait que sept minutes pour le traiter? Regardez la faible assistance dans cette salle! Est-ce en proportion de l'intérêt que l'on témoigne aux problèmes de la jeunesse? Je voudrais tout de même le souligner, cela me semble inacceptable! Nous n'aurons pas le temps d'entendre M. Egli, conseiller fédéral, car la plupart d'entre nous, y compris moi-même, vont partir à 11 heures! Je voudrais également dire ma déception devant le fait que l'examen de deux propositions concernant les jeunes soit reporté à plus tard par le Conseil fédéral, qui donne ainsi l'impression, comme ce Parlement, qu'il en fait peu cas.

Dans son rapport sur les priorités de la législation 1983/1987 publié à fin août 1984, le Conseil fédéral classe en effet parmi les objets de deuxième degré de priorité, qu'il est prévu de soumettre au Parlement d'ici la fin de la législation seulement, l'arrêté fédéral sur les activités extra-scolaires de la jeunesse. L'institution d'un congé de formation pour jeunes travailleurs est rangé, lui, dans les objets de troisième degré de priorité, lesquels ne seront donc pas discutés au cours de cette législation! La résolution d'ajourner ces décisions constitue, à mon avis, une faute psychologique et politique grave. Elle est d'autant plus incompréhensible que le 2 octobre 1984, suivant le préavis de la Commission des pétitions, le Conseil des Etats a demandé premièrement au Conseil fédéral de procéder aux enquêtes nécessaires concernant le congé jeunesse et, deuxièmement, a exprimé le désir en estimant «que la pétition est urgente et que les vœux des pétitionnaires soient réalisés rapidement», que ces problèmes soient mis à l'ordre du jour de nos conseils. Le Conseil national ayant exprimé des vœux identiques, je voudrais demander au Conseil fédéral de nous faire part de ses intentions et de consentir enfin à ouvrir le dialogue avec les jeunes.

Bundesrat Egli: Es ist richtig, dass der Bundesrat in seinem Legislaturprogramm einen Bundesbeschluss über die auserschulische Jugendarbeit sowie einen solchen über die Einführung des Bildungsurlaubes für Jugendliche aufgenommen hatte. Sie wissen aber, dass das Parlament den Bundesrat gezwungen hat, sein Legislaturprogramm zu straffen und Prioritäten einzuführen. Im Zuge dieses Bemühens haben wir diese beiden Geschäfte in die zweite und dritte Priorität eingestuft. Das hat etwelche Stürme ausgelöst: vorerst eine Petition von 80 000 Jugendlichen. Es wurden auch parlamentarische Vorstösse eingereicht. Die Petition ist von beiden Räten positiv aufgenommen worden. In Anbetracht dieser Stimmung und – was noch dazu kommt – in Anbetracht des Jahres der Jugend, das 1985 stattfinden soll, ist der Bundesrat bereit, diese Prioritäten nochmals zu überprüfen.

Präsident: Ist die Interpellantin von der Antwort befriedigt?

Mme Bauer: Je remercie M. Egli, conseiller fédéral, de cet engagement.

84.543

Postulat Jelmini**Berufliche Vorsorge. Einführung****Prévoyance professionnelle.****Mise en vigueur de la loi***Wortlaut des Postulates vom 3. Oktober 1984*

Im Zuge der Einführung des BVG und der Anpassung bestehender Vorsorgeeinrichtungen zeigen sich zahlreiche offene Fragen. Es werden in der Praxis Lösungen erwogen,

Interpellation Bauer Jugendpolitik

Interpellation Bauer Politique de la jeunesse

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1984
Année	
Anno	
Band	V
Volume	
Volume	
Session	Wintersession
Session	Session d'hiver
Sessione	Sessione invernale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	07
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	84.544
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	06.12.1984 - 08:00
Date	
Data	
Seite	674-675
Page	
Pagina	
Ref. No	20 013 106

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.